

RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AUJOURD'HUI

Le P-dg de Saidal relevé de ses fonctions

Le président-directeur général du groupe pharmaceutique public Saidal, Boumediene Derkaoui, est limogé. Le conseil d'administration de l'entreprise se réunit, aujourd'hui, pour entériner cette décision qui ne manque pas de susciter des interrogations. Une annonce qui surprend au sein même de l'entreprise.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - Ainsi, un groupe de cadres de l'entreprise affirme avoir appris avec «stupeur» et «étonnement» la nouvelle du changement de direction. Dans une correspondance adressée au Premier ministre et dont une copie nous est parvenue, ce groupe de cadres en appelle à Abdelmalek Sellal pour, disent-ils, «intervenir énergiquement pour le maintenir (Boumediene Derkaoui) à son poste». Dans leur missive au Premier ministre, les cadres dressent le profil du désormais ex-P-dg de Saidal comme «irréprochable» qui «a exercé diverses hautes fonctions dans la gestion des entreprises publiques en obtenant des résultats éloquentes».

C'est, affirment-ils, le cas du groupe industriel pharmaceutique Saidal lequel sous sa direction a vu le lancement, depuis avril 2010, de plusieurs chantiers. Notamment la mise en œuvre du plan de développement de l'entreprise lequel «connaît un avancement appréciable», outre l'instauration de la nouvelle organisation du groupe.

«Nous tenons à vous informer, M. le Premier ministre, que l'entreprise n'a jamais connu un tel développement et (nous) sommes convaincus de l'apport et de la vision stratégique qu'a apportée

qu'apporte et qu'apportera notre P-dg, Boumediene Derkaoui», écrivent les cadres du groupe qui réitérent leur soutien «inconditionnel» à leur P-dg. Ils présentent leur motion de soutien avec ce responsable qui, selon eux, «n'a ménagé aucun effort pour hisser l'entreprise au rang d'opérateur économique incontournable sur le marché national du médicament».

Boumediene Derkaoui a été nommé à la tête du groupe pharmaceutique public Saidal en avril 2010 après une année de gestion intérimaire. Sous sa direction, le budget alloué pour le redéploiement et le plan de développement du groupe a été estimé à 160 millions d'euros.

Avec comme principal objectif, disait-il en février 2015 à notre confrère *l'Eco Magazine*, l'ambition d'arracher 35% du marché national et couvrir 80% de la production. Aussi, le groupe pharmaceutique a bénéficié d'un important plan d'investissement avec le lancement de plusieurs projets, dont sept usines de médicaments et parmi lesquelles l'extension de l'usine de Constantine pour les cartouches d'insuline, en partenariat avec le laboratoire danois Novo-Nordisk. Ce projet, pour lequel une première enveloppe de 10 millions d'euros a été dégagée, devra être mis en pro-



Boumediene Derkaoui, P-dg de Saidal.

duction au courant de l'année 2016. Avec lui, le groupe Saidal s'est lancé comme autre challenge la

fabrication du médicament générique. Pas seulement, puisque Saidal compte s'engager dans la

fabrication du princeps à travers l'accord de partenariat, signé en novembre 2014, avec les laboratoires français Servier, premier groupe pharmaceutique indépendant français spécialisé dans différents domaines thérapeutiques. Ce partenariat prévoit la production, sous licence, de médicaments princeps et le transfert de technologie et de savoir-faire des laboratoires.

L'objectif final étant de réduire la facture d'importation des médicaments. Aussi, projetait-il de redémarrer le projet Taphco en partenariat avec la société jordanienne, Tassili Pharmaceutical Company, de produits injectables et formes sèches (comprimés et gélules), l'objectif étant de fabriquer, en partie, des médicaments essentiels, actuellement importés. Autant de projets que Derkaoui n'aura pas l'opportunité de concrétiser...

Y. D.

PÉNALISATION DES VIOLENCES CONTRE LA FEMME

Le projet de loi bientôt au Sénat, selon Mounia Meslem

Le projet de loi pénalisant les violences contre les femmes sera présenté au Sénat durant la session d'automne en cours. C'est ce qu'a assuré la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme.

«Le vice-président du Sénat a affirmé dernièrement que ce projet de loi fera partie des travaux de la session automne», a précisé M^{me} Mounia Meslem, hier en marge de la cérémonie de remise du premier prix national de lutte contre la violence à l'égard des femmes, tenue à la résidence d'Etat Djenane El-Mithak à Alger.

Selon elle, l'Etat est tenu de mettre en place des lois pour la

protection de toutes les franges de la société notamment les femmes. Et de souligner que le plus grand fléau qui touche la femme en Algérie est celui de la violence au sein de la famille.

«Parallèlement aux lois, un travail de sensibilisation s'impose aujourd'hui avec la société civile et tous les acteurs actifs de la société. Il est question d'inculquer la culture de la paix, du res-

pect de la femme et de lutter contre toutes formes de violence», dit-elle encore. Intervenant à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de lutte contre la violence à l'égard des femmes, la ministre affirme qu'il y a une réelle volonté politique pour lutter contre la violence citant ainsi l'exemple de la révision de code pénal. Elle estime que nous ne pouvons parler d'émancipation de la femme tant qu'elle n'est pas protégée par la loi et qu'elle ne bénéficie pas d'un statut qui la préserve de toutes ces violences.

Rym Nasri

LES CHIFFRES LE DÉMONTRENT

Tendance à la hausse des violences contre les femmes

La violence en soi n'est pas une nouveauté ou une particularité. Pourtant les propensions qu'elle prend dans la société algérienne sont inquiétantes, particulièrement à l'égard des femmes.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - Des statistiques mondiales ont montré que près de 10 000 femmes sont victimes de violence chaque minute. Des chiffres effroyables et alarmants d'autant plus que les types de violence ne sont pas spécifiés et que l'enquête concerne uniquement les cas qui ont fait l'objet de plaintes. En Algérie, la femme algérienne n'est pas à l'abri mais plus exposée à ces violences à commencer par le cercle familial avant les espaces publics (rues, transports en commun, établissements scolaires et universitaires ...), aujourd'hui plus que jamais. Selon les derniers bilans communiqués par la DGSN et la gendarmerie, près de 7 500 cas ont été enregistrés via les déclarations recueillies, seulement, et plus de 20 femmes y ont laissé leur vie.

Pourquoi ce phénomène connaît-il une tendance à la hausse sans précédent actuellement ? Selon certains sociologues, il s'agirait des «séquelles» de la décennie noire qui se propagent encore au sein de la société. Il en a résulté «la délinquance», une profonde «perte de repères» sociaux et religieux et un «chamboulement» des traditions et mœurs algériennes. En outre, ils montrent du doigt «la négativité» du discours religieux qui ne joue pas suffisamment son rôle dans la communication des «véritables valeurs musulmanes».

Tout en dénonçant la propagation du pouvoir de l'extrémisme religieux au sein de la société aujourd'hui et de la «fatwa malsaine» qu'il enfante. Sans omettre également l'effet de l'addiction croissante aux différentes drogues dont les consommateurs (plus de 3 500 réguliers et près d'un million d'occasionnels) sont souvent amenés à ce type de violence (psychologique, physique, sexuelle ...). En résultat, ces violences fréquentes faites à l'égard des femmes sont souvent «perçues» comme une normalité. Sinon, sous les fortes pressions fami-

liales et sociales, les victimes sont «forcées» de garder le silence et n'osent pas dénoncer leur ravisseur, souvent «un proche», car le sujet étant considéré à ce jour «tabou».

Par ailleurs, la secrétaire générale de l'UNFA (Union nationale des femmes algériennes), Nouria Hafsi, invitée hier à un forum dédié à la Journée internationale pour l'arrêt des violences à l'égard des femmes, a voulu attirer l'attention sur la législation qui ne protège pas et n'assiste pas «assez» la femme victime de violence.

Ou que les dispositions entreprises dans ce sens depuis mars 2015 ne veulent pas être accélérées. D'autre part, la ministre de la Solidarité nationale, M. Meslem, a déclaré hier que le ministère de la Justice «a commencé» à revoir «certaines» dispositions du Code de la famille, sans d'amples précisions.

Or, ce sont des mesures «sévères», réellement «applicables» et qui traiteront du problème aussi bien en amont qu'en aval que réclament les ONG actives pour la protection et l'amélioration de la condition de la femme.

N. B.

ALGER VA ABRITER LE 10^e SOMMET PÉTROLE ET GAZ-AFRIQUE DU NORD

Le développement de l'aval focalisera les débats

Le 10^e Sommet Pétrole et Gaz-Afrique du Nord et le 3^e Sommet Aval(Downstream)-Afrique du Nord se dérouleront les 7, 8 et 9 décembre 2015 à l'hôtel Sheraton-Club des Pins. Une manifestation dont la capitale algérienne avait déjà abrité l'année dernière la 9^e édition et à laquelle plus de 450 experts et opérateurs de l'industrie pétrolière et gazière sont attendus.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - L'opportunité pour les responsables de plusieurs compagnies nationales et internationales d'échanges, de discussions sur l'état et les perspectives de développement de l'industrie pétrolière et gazière. Plusieurs thèmes relatifs à l'amont et l'aval du secteur des hydrocarbures devraient être abordés par les participants. S'agissant justement de l'aval, les débats lors du 3^e Sommet Downstream devraient focaliser sur la capacité des pays de la région, et notamment l'Algérie, de développer davantage ce segment. Notons que notre pays, comme le considérait récemment le Premier ministre Abdelmalek Sellal, ne veut plus se contenter de la vente du brut et produits dérivés mais entend créer davantage de valeur ajoutée dans le cadre d'une politique de commercialisation efficiente, une optimisation des chaînes de valeurs. Un enjeu pour la compagnie nationale Sonatrach, engagée dans une dynamique de consolidation et d'expansion de l'aval (mise à niveau des infrastructures, rationalisation de nouvelles unités de raffinage et de pétrochimie...). Une dynamique qui implique le recours à l'investissement domestique mais aussi international, l'amélioration de la compétitivité mais aussi la capacité de s'adapter aux contraintes internes et exogènes. Outre la possibilité pour les vendeurs de présenter leurs solutions et technologies, cette double manifestation sera marquée par la tenue de tables rondes et d'ateliers. Une session spéciale Algérie sous le thème générique : «Libérer le potentiel de l'Algérie en matière d'exploration et de production» est également programmée et développera les thèmes : «L'Algérie, une destination attractive en termes d'investissement pour l'industrie pétrolière et gazière», «Sonatrach, un partenaire fiable et stratégique pour le pétrole et le gaz en Europe» et «Le programme d'investissement dans la pétrochimie et le raffinage pour le développement de l'industrie pétrolière aval en Algérie». Les questions relatives au succès de la coopération fructueuse Nord-Sud ainsi que la création de richesses pour les communautés locales seront également abordées.

C. B.